

Le 7 juin, ne pas gaspiller son vote (3eme partie)

4.- La liste « Europe Ecologie » (autour des Verts) : après le social-libéralisme, l' « écolo-libéralisme »

On se rappelle que les Verts ont soutenu le traité constitutionnel européen en 2005 et qu'ils soutiennent par conséquent le traité de Lisbonne aujourd'hui. Leurs parlementaires, à l'exception de Martine Billard, (membre de la motion ADEP) ont tous voté avec la droite et la majorité du PS, lors du Congrès de Versailles, pour empêcher la tenue en France d'un référendum sur le traité de Lisbonne. Ce simple rappel devrait dissuader tous ceux qui ont voté « non » en 2005 de porter leurs voix sur la liste Europe Ecologie en 2009, sauf à renier leur vote. Il faut également rappeler que les Verts ne sont désormais qu'une filiale du PS qui a perdu toute indépendance. Pour cette campagne des européennes, ils ont publié un texte intitulé « *Manifeste Changer d'ère* ». Ce texte, sur le plan de la rhétorique, contient d'excellentes analyses sur le bilan et la critique de la situation actuelle et ses menaces. Mais le problème de ce texte, précisément, est qu'il est purement rhétorique. Car d'un côté le verbiage « *vert* » présente un intérêt certain, mais d'un autre côté rien n'est dit sur le traité de Lisbonne et encore moins sur le capitalisme, silence qui annule, dans les faits, les incantations précédentes. La liste Europe Ecologie inaugure une nouvelle théorie : l' « *écolo-libéralisme* ».

Quelques morceaux choisis de l' « écolo-libéralisme » :

« *L'histoire est en suspens car la déraison s'est emparée du monde.* » Et le capitalisme, n'est-il pas la cause profonde de cette situation, qui n'a rien à voir avec quelconque « *déraison* » mais avec la recherche du profit privé maximal à court terme ?

« *Nous n'affichons ni lendemains qui chantent ni programmes miracles. Nous affirmons seulement un autre choix : celui d'une nouvelle régulation, fondée sur l'impératif écologique et social.* » Il faut toujours se méfier de ceux qui renoncent aux lendemains qui chantent ou qui annoncent ne pas avoir de programme « *miracle* ». Car ils témoignent ainsi de leur abdication face à la lutte contre le capitalisme et de leur soumission aux forces du marché. Quant à la notion de « *régulation* », c'est un os à ronger que les libéraux ont lancé à tous ceux qui veulent faire semblant d'avoir quelque chose à dire sans rien changer au système.

« *Un nouvel espace politique porteur d'une nouvelle politique de régulation ne peut se concevoir d'emblée qu'à l'échelon européen puisque l'Europe est notre famille, et sans frontières puisque le monde est notre village. [...] nous sommes convaincus que les Etats-nations n'offrent qu'une réponse de plus en plus partielle et inadaptée aux risques globaux auxquels nos sociétés sont confrontées.* » Certes, dans l'idéal il faudrait une réponse internationale et européenne aux nombreux défis qui se posent à la planète et il faut continuer à lutter en ce sens. Mais comment faire lorsque toutes les institutions multilatérales sont aux mains des forces néolibérales, qu'il s'agisse de l'Union européenne, du FMI, de l'OMC ou de la Banque mondiale ? Il est totalement irresponsable de rayer l'échelon national, par principe, alors que c'est le seul espace où peut encore s'exprimer la souveraineté populaire, et qu'il est possible, à ce niveau, de résoudre nombre de problèmes.

« *L'Union européenne, malgré les aléas de sa construction et des pratiques trop souvent technocratiques, a bâti un espace de paix et de coopération entre les vingt-sept Etats et les quatre-vingt-trois peuples qui la composent. Elle a su s'interposer comme une force de conciliation dans les conflits. C'est un formidable acquis, une histoire positive, à rebours des visions archaïques ou souverainistes qui imprègnent encore ce continent qui était celui des guerres.* » On croit rêver ! On retrouve dans cette assertion les idées reçues les plus éculées des européistes. Il faut rappeler cette évidence : une « *construction* » européenne a été possible parce qu'il y a eu la victoire sur le nazisme. Par ailleurs, en se liant les mains avec l'OTAN et en ayant semé et alimenté la discorde dans les Balkans, l'Union européenne est désormais du côté des fauteurs de guerre. C'est donc la paix qui a permis la « *construction* » européenne, et non l'Union européenne qui a permis la paix.

« *C'est aussi grâce à l'Europe que des questions vitales ont pu échapper au carcan des intérêts et des égoïsmes nationaux et trouver des débuts de réponse allant dans le sens de l'intérêt général. L'Europe a su par exemple se placer à l'avant-garde dans la lutte contre le réchauffement climatique et les objectifs du paquet énergie-climat sont les nôtres, l'Europe a su mettre en œuvre une protection efficace des espaces naturels sur son territoire, l'Europe a eu le courage d'imposer le début d'une réglementation contraignante à l'industrie chimique...* ». Ce jugement de la liste Europe Ecologie rend positif le bilan de l'Union européenne alors qu'il est négatif dans tous les domaines, particulièrement dans celui de l'environnement où l'Union européenne n'a rien trouvé de mieux que d'inciter à la création d'une Bourse des droits à polluer. C'est curieux pour une liste qui place les questions de l'environnement au cœur de ses préoccupations !

« *Les peuples boudent l'Europe parce qu'ils ne se reconnaissent pas dans ses institutions sans visage. Comment s'en étonner, dès lors qu'on leur parle surtout de compétitivité et de concurrence, comme si le marché pouvait à lui seul tenir lieu d'horizon ?* ». C'est l'argument classique des européistes pour expliquer le rejet de ce type de « *construction* » européenne par les peuples. En réalité, ce rejet tient au fait que les politiques menées n'ont fait que délabrer la condition des classes populaires.

Au total, le « *Manifeste Changer d'ère* » publié par la liste Europe Ecologie n'évoque jamais l'absence de démocratie au sein de l'Union européenne, la politique monétaire désastreuse, les délocalisations, l'OTAN, les directives de libéralisation qui semblent même ne jamais avoir existé, le capitalisme, la nécessité de rassembler la gauche, l'eurolibéralisme... Cette liste a pour objectif, avec l'aval du PS qui saura récompenser les Verts lors des élections régionales, de ronger autant que faire se peut la liste de François Bayrou. Telle est sa mission !

III.- ALERTER CONTRE LES LISTES DE DIVERSION ET DE DIVISION

Sauf à diviser la gauche, deux listes ne servent à rien : celle du NPA (ex-LCR) et celle de LO. Cela fait trente ans que ça dure... Leurs électeurs potentiels doivent en être informés.

1.- NPA : la liste qui divise

Les sondages donnent au NPA de 7% à 9%. C'est beaucoup trop, même si la tendance est à la baisse. Ce sont des voix perdues qui portent une protestation sans débouché ni perspective. Pour porter une critique argumentée sur l'attitude des dirigeants du NPA, quelques questions de bon sens doivent être posées : Le NPA peut-il faire cavalier seul ? Peut-il représenter à lui tout seul toute la gauche ? Peut-il être un jour majoritaire seul (la question s'applique également à tous les partis de la gauche de gauche et aussi au PS) ? La réponse est sans ambiguïté : c'est « *non* ». Il faut donc que le NPA, comme tous les partis de la gauche de gauche, recherche des alliances. Si le NPA se refuse à cette évolution stratégique, il restera éternellement dans la même position, oscillant selon les élections entre 1% et 7% tant que les grands médias le jugeront utile. Mais quelle perspective cela peut-il offrir à la gauche ? Le NPA peut-il fédérer la gauche de gauche ? La recomposition de la gauche peut-elle s'organiser autour du NPA ? La réponse est « *non* ». La même réponse peut d'ailleurs être faite au PCF, au PG, au MRC, aux Alternatifs, au M'PEP... Nul ne peut fédérer la gauche : ni un parti-guide, ni un sauveur suprême. L'unité des forces de gauche ne pourra se réaliser que sur une base d'égalité totale entre ses composantes. Si la perspective est celle de la prise du pouvoir, l'union de la gauche de gauche est incontournable. S'il s'agit de faire de la figuration, alors il n'y a qu'à suivre le NPA. La gauche de gauche, comme le fait actuellement le NPA, peut-elle limiter ses ambitions à la protection d'une prétendue pureté doctrinale en évitant de se mettre les mains dans le cambouis en refusant toute participation au pouvoir ? Peut-elle professer le « *y a qu'à* » ? Peut-elle, à défaut de gouverner, occuper le ministère de la parole revendicative et des vœux pieux ? Peut-elle encourager le tout ou rien ? N'est-il pas suspect que tous les grands médias, alliés du conservatisme international, se réjouissent du score de Besancenot et lui déroulent le tapis rouge ? N'est-il pas naïf de laisser Sarkozy faire croire que l'alternative serait entre lui et Besancenot et qu'entre le PS et le NPA il n'y aurait rien ? N'est-ce pas une erreur grossière que de vouloir bâtir une formation politique qui ambitionne à la radicalité et à la novation sur la seule popularité de son porte-parole ? Hélas, les dirigeants du NPA semblent flattés de cette médiatisation, comme si elle correspondait à une reconnaissance. Certes, il peut être agréable de disposer d'une forte audience médiatique quand on dirige un petit parti. Mais attention à l'auto-intoxication et aux phénomènes d'addiction : les grands médias sont des drogues dures ! Finalement, le refus du NPA de participer au Front de Gauche est une grave faute politique doublée d'un gâchis, un coup bas donné au mouvement social. La perspective politique balbutiante que représente le Front de Gauche devait être encouragée, il fallait donner un message d'espoir à la population.

Un programme de pur verbiage et de rhétorique

Le programme du NPA contient de nombreuses bonnes idées. Mais ce ne sont, précisément, que des idées. Elles ne sont pas accompagnées des moyens et méthodes concrets qui les rendraient crédibles. Quelques exemples :

Le NPA exige « un CDI pour tous ». L'idée est excellente, mais elle est présentée comme cela, brute de décoffrage. A-t-elle la moindre chance de convaincre quelqu'un ? N'a-t-on pas le droit de savoir comment le NPA compte s'y prendre pour parvenir à cet objectif ? Faut-il le croire les yeux fermés ? Comment inciter aux luttes sur ces bases, si rien n'est expliqué ?

Même chose pour « le droit au travail pour les handicapés (handicaps acquis ou accidentés du travail), la suppression des ghettos de travailleurs handicapés, l'intégration de tous dans les collectifs ordinaires de travail » ». Comment ça fonctionne ?

Même chose encore quand on lit ceci : « Nous sommes pour une loi d'interdiction des licenciements, et pour le contrôle des salarié-e-s sur les conditions d'emploi et d'embauche. » S'il-vous-plait, camarades du NPA, dites-nous comment cette proposition pourrait fonctionner ! Par exemple dans une entreprise qui a perdu des clients (peu importe la cause ici), qui a donc perdu du chiffre d'affaires, et qui devrait continuer à payer ses salariés ? Comment seront-ils payés ? Que feront-ils, toute la journée, s'il n'y a plus de commandes ? On veut bien y croire, à l'interdiction des licenciements, mais on voudrait comprendre !

Le NPA est vraiment naïf, ou fait semblant de l'être ! Comment peut-on affirmer une énormité pareille : « Contre la mise en concurrence des salarié/es, l'Europe que nous voulons rendra obligatoire un salaire minimum dans chaque pays européen. Un salaire minimum qui serait l'équivalent, en termes de pouvoir d'achat, des 1500 euros net que nous revendiquons en France. » Il faudrait quand même rappeler que la politique sociale n'est pas une prérogative de l'Union européenne mais de chaque nation. Heureusement ! Aucune harmonisation sociale n'est possible dans le contexte politique, idéologique et électoral européen actuel. Il n'y aura donc pas de SMIC européen à court ou moyen terme, même si l'idée est sympathique et qu'il faut le revendiquer. Mais attention au risque du bavardage ! Ceci dit, les pays qui voudraient lutter contre la concurrence entre les travailleurs peuvent le faire tout de suite en DÉSOBÉISSANT à l'Union européenne : augmenter les salaires, instaurer un salaire minimum et prendre des mesures protectionnistes dans le cadre universaliste de la Charte de La Havane de 1948.

« Il faut que les salariés, la population contrôlent les comptes des entreprises et les mouvements de capitaux, imposent la fermeture des paradis fiscaux et la taxation des profits. » D'accord ! Mais comment fait-on ? Quand commence-t-on ?

« L'urgence économique exige que les populations contrôlent également les banques centrales, en particulier la Banque Centrale Européenne. » Formidable ! Par où s'y prendre ?

Après cette avalanche de vœux pieux, le NPA se prononce pour un extravagant « processus constituant européen » (à combien de pays ?). Il confond par ailleurs systématiquement l'échelon européen et l'échelon national, notamment en matière sociale : c'est pourtant bien à l'échelon national, tout de suite, que peuvent s'appliquer des transformations progressistes. Par ailleurs, le NPA est muet sur des questions essentielles qui ruinent son projet : sur la manière de modifier le rapport des forces au sein de l'Union européenne, sur le libre-échange, sur la désobéissance européenne...

2.- Lutte Ouvrière : la liste qui ne sert à rien

Les grands médias, après nous avoir vendu « Arlette » pendant trente ans, pensent avoir trouvé mieux avec le nouveau concept marketing « Olivier », siphonnant ainsi l'une au profit de l'autre. Il n'en reste pas moins que toutes les voix qui se porteront sur les listes de LO seront des voix perdues. Comme depuis trente ans. On se rappellera au passage que nous devons peut être à Lutte Ouvrière l'échec, d'un cheveu, du référendum sur le traité de Maastricht. Ce dernier a eu lieu le 20 septembre 1992, LO avait appelé à l'abstention. Le « oui » avait obtenu 51,04% (13 165 475 voix) et le « non » 48,96% (12 626 700 voix). Il y avait donc un avantage de 538 775 voix en faveur du « oui ». Or, Arlette Laguiller était candidate aux deux élections présidentielles qui « encadraient » ce référendum : celle de 1988 et celle de 1995. En 1988, Arlette Laguiller obtient 606 775 voix ; et en 1995 elle en obtient 1 661 653. Il est évidemment impossible de réécrire l'histoire et d'affirmer que tous les électeurs de LO auraient voté « non » si LO avait lancé ce mot d'ordre. Néanmoins, le doute subsiste et fait porter sur LO une responsabilité énorme dans la victoire du « oui » au traité de Maastricht qui a ouvert la voie au développement de l'eurolibéralisme. Sur le fond, les positions de LO sont totalement aberrantes. Quelques exemples tirés d'un texte intitulé « Lutte Ouvrière aux élections européennes » et rédigé par Arlette Laguiller :

Selon LO : « Quant à l'écrasante majorité des électeurs, ils ont d'autres préoccupations en cette période où les coups pleuvent sur le monde du travail, où les plans de licenciements, voire les fermetures d'usines, se succèdent et où de plus en plus de familles ouvrières ont du mal à boucler les fins de mois avec des salaires amputés par le chômage partiel. » Mais cette situation des travailleurs, qui est parfaitement décrite, n'a-t-elle pas de relation avec les politiques menées par l'Union européenne ? Les fermetures d'usines ne sont-elles pas causées en partie par les délocalisations favorisées par l'élargissement de l'Union européenne à 27 ? Mais de qui se moque-t-on ? LO veut-elle protéger l'Union européenne ?

LO affirme « quel intérêt ont donc ces élections européennes alors qu'il paraît évident, même pour les plus naïfs, que leur résultat n'aura pas d'influence pour modifier la situation des classes populaires ? » Mais c'est faux ! Un bon résultat des listes favorables au traité de Lisbonne et un mauvais résultat des listes de la gauche de gauche pèsera négativement sur les rapports de forces. C'est évident, pourtant, non ?

Lutte Ouvrière « se présente néanmoins à ces élections européennes car, si les résultats du scrutin ne peuvent pas modifier la marche réelle des choses, ce vote permet au moins d'exprimer une opinion politique et de pousser un cri. » D'accord ! Voilà pourquoi il faut voter le 7 juin, pas pour les listes LO, mais en faveur de celles du Front de Gauche !

Un autre texte est tout aussi significatif. Il s'agit d'un entretien avec Nathalie Arthaud, nouvelle porte-parole de Lutte Ouvrière, paru dans l'édition de mars 2009 de Lyon Capitale.

Question du journal : « Il y a une reconfiguration à gauche avec la création du Parti de Gauche et du Nouveau Parti Anticapitaliste. Alors que vous êtes d'accord sur l'essentiel, on ne voit toujours pas naître ce grand parti d'extrême gauche ? »

Réponse : « À l'inverse de la majorité des gens, nous ne pensons pas qu'il faille forcément se rassembler. Les capitalistes et la bourgeoisie ont eux aussi une multitude de partis qui sont à leur service et qui ont des visions différentes. Que les travailleurs aient plusieurs partis qui les représentent et qui s'expriment avec des sensibilités différentes n'est pas un problème. Ceux qui disent que c'est un problème sont électoralistes. Ils se disent que les meilleurs scores électoraux sont réalisés par l'unité. Nous voulons combattre l'illusion que l'on peut peser sur la situation par des scores électoraux. [...] Il y a la grève générale de 1936 et mai 1968. »

Incroyable ! LO se prononce contre l'unité des forces de gauche et le revendique haut et fort. C'est d'ailleurs ce que fait cette organisation depuis trente ans : diviser. Quant aux considérations sur les élections, on peut simplement rappeler ici que les grèves de 1936 faisaient suite à la victoire électorale du Front populaire ! Et inversement, les grèves de 1968 ont été suivies par des élections législatives désastreuses pour la gauche !

Question du journal : « Allez-vous encore faire campagne sur le rejet de l'Europe ? ».

Réponse : « C'est marrant de présenter les choses comme ça parce qu'à Maastricht nous nous sommes abstenus en raison de l'euro. Dire non à une monnaie commune nous embêtait. Tout ce qui permet de rassembler les peuples, nous y sommes plutôt favorables. Nous étions contre la constitution puisqu'elle consacrait vraiment la domination des pays les plus puissants de l'Europe sur les autres. Il y avait des rapports de domination que l'on voulait dénoncer. Mais sur le fond nous sommes pour une Europe unie des travailleurs, la plus large, élargie même à la Turquie et au Maghreb. »

Ah bon ? L'euro « rassemble les peuples » ? LO est donc favorable à l'Union européenne ! Cette organisation est d'ailleurs muette sur le traité de Lisbonne.

CONCLUSION

Devant cette indigence, et malgré les balbutiements de la démarche du Front de Gauche, c'est ce dernier, aux yeux du M'PEP, qui porte le potentiel le plus évident d'un retournement de la vie politique française et de la transformation de l'Union européenne.